



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 31 – 30 septembre 2022

## Sommaire

### Fait marquant

- L'opposition travailliste présente son programme pour la transition énergétique

### Climat & Energie

- L'*Environment Agency* appelle à agir pour éviter la prolongation de la sécheresse en 2023 en Angleterre
- Le gouvernement revoit ses exigences climatiques à la baisse pour l'attribution des permis d'exploitation d'hydrocarbures en mer du Nord
- Utiliser l'hydrogène pour se chauffer pourrait être 70 % plus coûteux que le gaz naturel

### Environnement

- Nomination des secrétaires d'Etat au ministère de l'environnement, de l'agriculture et des affaires rurales (DEFRA)
- Les projets de dérégulation du gouvernement inquiètent les associations environnementales

### Industrie

- Malgré une augmentation de la production au mois d'août, la hausse du coût des intrants pourrait menacer la reprise du secteur automobile britannique
- *Make UK* publie une étude sur les besoins de recrutement dans l'industrie manufacturière à horizon 2050

### Transports

- Le gouvernement annonce un nouveau financement de 60 M£ pour la décarbonation du transport maritime
- *Eurostar* est contraint de réduire ses services et d'augmenter le prix de ses billets afin de stabiliser sa situation financière
- *EasyJet* publie sa stratégie de neutralité carbone à horizon 2050

## Fait marquant

### L'opposition travailliste présente son programme pour la transition énergétique

Lors de la conférence du parti travailliste qui s'est tenue à Liverpool du 25 au 28 septembre, Keir Starmer a attaqué la politique énergétique et budgétaire menée par l'actuel gouvernement conservateur et promis le lancement d'un [plan](#) pour la prospérité écologique (*Green Prosperity Plan*) s'il était nommé Premier ministre. Ce plan prévoit notamment la décarbonation complète de la production d'électricité d'ici 2030 (contre 2035 pour le gouvernement actuel), la création d'une entreprise publique de l'énergie et d'un fond souverain de 8 Md£ pour investir dans les technologies de production d'énergie décarbonée. Pour mémoire, le parti travailliste avait promis l'an dernier d'investir 28 Md£ supplémentaires par an pour la transition écologique jusqu'en 2030. Ce plan définit également quatre secteurs prioritaires (acier, hydrogène, aérospatial, automobile) nécessitant un soutien public renforcé pour réussir leur décarbonation et éviter une perte massive d'emplois qualifiés au R-U. Dans le domaine des transports, le parti travailliste s'engage à améliorer la qualité des services proposés et la connectivité, notamment dans les zones les moins bien desservies (construction de nouveaux réseaux ferroviaires dans le nord du R-U, déploiement massif d'infrastructures de recharge électrique publiques, doublement d'ici 2025 de l'investissement dans les infrastructures dédiées aux mobilités douces, etc.). Le parti travailliste s'est également engagé à renationaliser le rail britannique en cas de victoire aux élections générales de 2024.

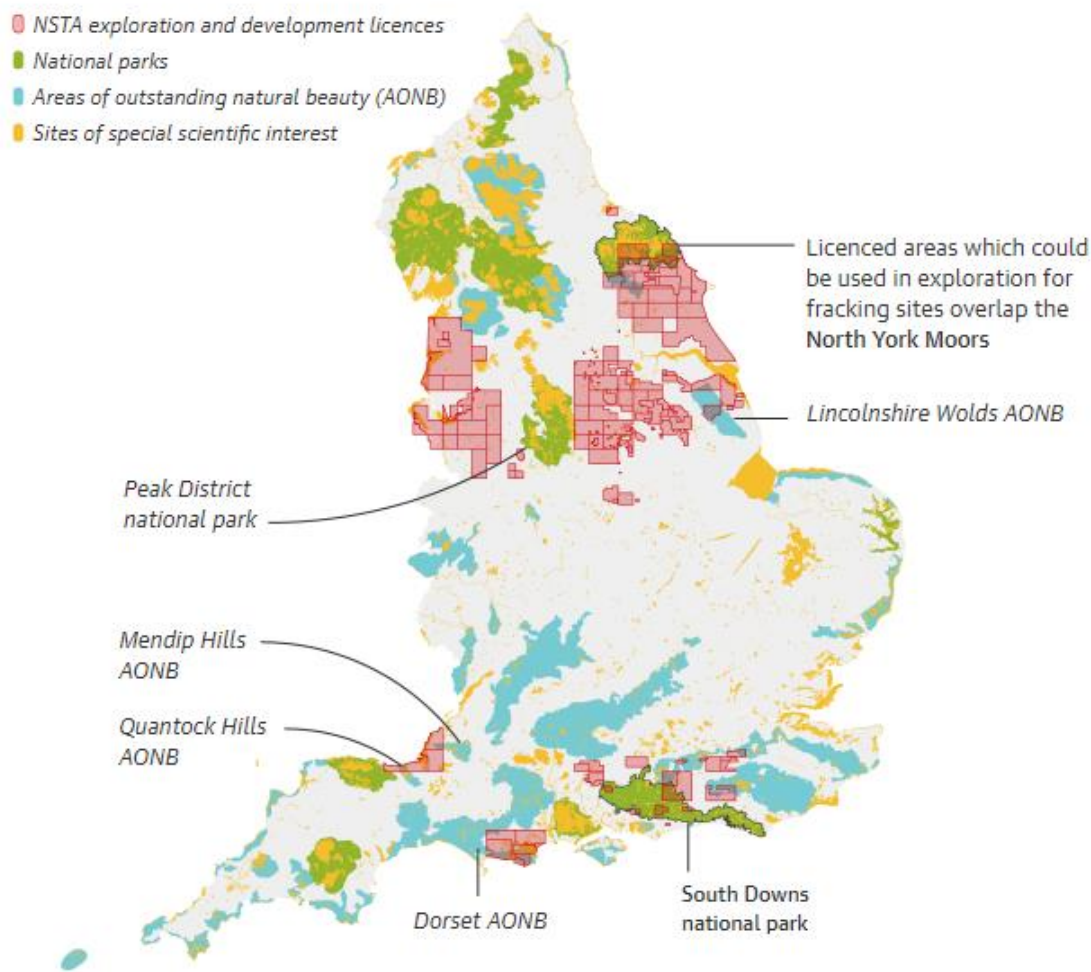
## Le chiffre de la semaine

+ 42 %

C'est la hausse du coût de recharge d'une voiture [électrique](#) familiale depuis le mois de mai selon RAC, société britannique de services automobiles. Le prix moyen d'une recharge dépasse désormais 32 £ soit une augmentation de 9,60 £ par rapport au mois de mai 2022 et de 13,59 £ par rapport à l'année dernière.

## Le graphique de la semaine





Guardian graphic. Source: North Sea Transition Authority

Cartographie des zones d'exploration et de développement de la fracturation hydraulique pour la production de gaz de schiste ainsi que des zones naturelles protégées.

## Climat & Energie

**Flash** – Le Royaume-Uni a émis une obligation verte de 4,5 Md£ sur 30 ans. Malgré une très forte demande des investisseurs (plus de 30 Md£), le taux d'intérêt servi - 4,29 % - est le plus élevé pour un titre émis par l'Etat britannique depuis avril 2011, dans le contexte de doutes des marchés à l'égard de la politique budgétaire du gouvernement.

**Flash** – EDF Energy examinerait la possibilité de prolonger, pour une courte période, 2 des 5 centrales nucléaires britanniques (Hartlepool et Hesham 1) encore en activité au-delà de 2024,

date à laquelle elles sont censées arrêter leur activité. Ces deux centrales du nord de l'Angleterre ont une capacité de production de 2,2 GW.

**Flash** – Le secrétaire général du syndicat des pompiers britanniques (*Fire Brigades Union*) alerte sur les défauts de financement et de préparation face aux risques climatiques et appelle à la grève en protestation contre la proposition du gouvernement d'augmenter les salaires de 2 %, soit très en-deçà de l'inflation. Selon les estimations du quotidien [The Guardian](#), le nombre de pompiers a diminué de 20 % depuis 2010 pour atteindre 35 279 en 2021.

## L'Environment Agency appelle à agir pour éviter la prolongation de la sécheresse en 2023 en Angleterre

[L'agence estime](#) que la sécheresse qui sévit dans une grande partie de l'Angleterre devrait se poursuivre jusqu'en 2023, en l'absence de précipitations moyennes cet automne et cet hiver. Les récentes précipitations n'ont pas été suffisantes pour reconstituer les niveaux des eaux souterraines et des réservoirs dans les parties de l'Angleterre qui connaissent la sécheresse et l'agence plaide pour une gestion prudente et proactive des ressources en eau tout au long de l'hiver pour réduire le risque de sécheresse l'année prochaine. Plusieurs compagnies des eaux ont déjà annoncé que l'interdiction d'arrosage serait prolongée jusqu'au moins la fin de l'année.

## Le gouvernement revoit ses exigences climatiques à la baisse pour l'attribution des permis d'exploitation d'hydrocarbures en mer du Nord

Alors qu'il a promis en mars 2021 de procéder à des contrôles de conformité de chaque nouveau projet avec ses ambitions climatiques avant l'octroi des permis (« [climate compatibility checkpoint](#) »), le gouvernement prévoit d'abandonner 3 des 6 contrôles initialement envisagés. Sont ainsi abandonnées les conditions imposées aux entreprises candidates liées aux émissions dites de « scope 3 », à la mise en danger des objectifs de l'Accord de Paris et aux investissements dans les projets d'énergie décarbonée.

## Utiliser l'hydrogène pour se chauffer pourrait être 70 % plus coûteux que le gaz naturel

Alors que le gouvernement a fixé un objectif de production d'hydrogène de 10 GW en 2030 et souhaite tester la possibilité de le substituer au gaz naturel, une [étude du cabinet Cornwall Insight](#) estime que l'utilisation d'hydrogène pour chauffer l'intégralité du parc de logements du Royaume-Uni représenterait un surcoût moyen de 70 % à partir de 2025 par rapport au gaz naturel. L'incorporation de 20 % d'hydrogène représenterait un surcoût de 5 %. Dans le cadre de sa stratégie de décarbonation des bâtiments (*Heat and Building Strategy*), le gouvernement prévoit de prendre une décision finale sur la place de l'hydrogène dans la production de chaleur décarbonée d'ici 2026.



## Environnement

### Nomination des secrétaires d'Etat au ministère de l'environnement, de l'agriculture et des affaires rurales (DEFRA)

Mark Spencer a été nommé ministre délégué (*Ministry of State*) en charge du même portefeuille que son prédécesseur Victoria Prentis : alimentation, agriculture et pêche. Trois *Parliamentary Under Secretary of State* ont également été nommés : Trudy Harrison, Scott Mann et Lord Benyon. Seul le portefeuille de Lord Benyon est pour le moment précisé : affaires rurales, accès à la nature et biodiversité. Ses attributions comprennent la santé des plantes et des animaux ainsi que le bien-être animal. Le ministre, Ranil Jayawardena, garde une compétence exclusive en matière de mise en œuvre des accords commerciaux, dont l'accord post-Brexit (pour ce qui relève du DEFRA), des négociations internationales, des crises, ainsi que sur l'administration du département et les nominations.

A noter que Lord Goldsmith, qui était auparavant secrétaire d'Etat au DEFRA, en charge du Pacifique et de l'environnement, a été nommé ministre délégué (*Ministry of State*) auprès du ministre des affaires d'étrangères et du développement (FCDO). Outre l'Asie, son portefeuille comprend l'énergie, le climat et l'environnement.

### Les projets de dérégulation du gouvernement inquiètent les associations environnementales

Le gouvernement a présenté la semaine dernière un projet de loi visant à modifier ou supprimer des centaines de lois héritées de l'Union européenne d'ici fin 2023 (*Brexit Freedoms Bill*), parmi lesquelles près de 570 encadrent la protection du climat et de la biodiversité, la qualité de l'eau et l'utilisation des pesticides, selon des organisations environnementales. Plusieurs ONG britanniques, dont certaines parmi les plus influentes, telles que la société britannique pour la protection des oiseaux (RSPB) ou les *Wildlife Trusts*, dénoncent « une attaque contre la nature ». Elles s'inquiètent également de la levée du moratoire sur la fracturation hydraulique pour la production de gaz de schiste et de l'allègement des contraintes environnementales pour la réalisation de certains grands projets d'infrastructures ou dans le cadre des nouvelles zones d'investissement (*Investment Zones*) annoncé dans le « mini-budget » le 23 septembre.

## Industrie

**Flash – [Jaguar Land Rover](#)** va former 60 % de sa main-d'œuvre mondiale au développement, à la fabrication et à l'entretien des véhicules électrique. L'entreprise prévoit de former 29 000 de ses employés, dont près de 10 000 au R-U, ainsi que les employés des concessionnaires franchisés.


## Malgré une augmentation de la production au mois d'août, la hausse du coût des intrants pourrait menacer la reprise du secteur automobile britannique

Selon la dernière étude de la *Society of Motor Manufacturers and Traders* ([SMMT](#)), la production automobile a augmenté de 34 % entre août 2021 et août 2022. Elle reste cependant inférieure de 45,9 % à celle d'août 2019 et la *SMMT* s'attend à ce que, pour la troisième année consécutive, le nombre de voiture produites au R-U ne dépasse pas un million. La production de véhicules à usage [commercial](#), quant à elle, presque doublé entre août 2021 et août 2022 (+92,9 %) soit le meilleur chiffre pour ce mois depuis 2012. La production entre janvier et août 2022 est supérieure de 19,4 % à la moyenne observée ces cinq dernières années.

L'industrie automobile a accueilli favorablement les annonces visant à réduire les factures d'énergie des entreprises. Cependant la hausse des coûts de production constitue encore la première préoccupation pour 69 % des membres de la *SMMT*. Les prix moyens des matières premières ont augmenté de 38 %, cette hausse étant de 95 % pour les semi-conducteurs et de 43 % pour les coûts logistiques. 87 % des producteurs ont été contraints de répercuter ces hausses sur les consommateurs, 41 % de reporter ou annuler des investissements, tandis que 13 % ont réduit les horaires de travail et 9 % ont procédé à des licenciements.

## Make UK publie une étude sur les besoins de recrutement dans l'industrie manufacturière à horizon 2050

Les difficultés de [recrutement](#) dans ce secteur évoluent du fait des besoins liées à la numérisation et à la transition bas carbone mais aussi des conséquences de la reprise post-pandémique et du Brexit. D'après l'étude, 36 % des emplois vacants seraient difficiles à pourvoir dans l'industrie manufacturière en raison d'un manque de compétences, qualifications ou expérience requises parmi les candidats, à comparer avec 24 % dans les autres secteurs de l'économie. Outre ces difficultés à recruter une main-d'œuvre qualifiée, les recruteurs font également face à un manque de candidats potentiels, un fait nouveau qui explique en partie l'accent mis sur les stratégies d'*upskilling* (via la formation et l'apprentissage) et les efforts pour conserver la main-d'œuvre existante (hausse des salaires, octroi de nouveaux avantages salariaux).



## Transports

**Flash** – En raison des grèves dans le secteur [ferroviaire](#) le samedi 1<sup>er</sup> octobre, seuls 11 % des trains devraient circuler et aucun train ne circulera entre Londres et les principales agglomérations du R-U. Cette grève, la plus importante de l'année, devrait perturber plusieurs événements dont le congrès du parti conservateur et le marathon de Londres.

**Flash** – Les mouvements sociaux se poursuivent dans les ports de Felixstowe et Liverpool, avec de nouvelles grèves programmées, faute d'accord sur le niveau des revalorisations salariales.

**Flash** – A l'occasion de la 41<sup>e</sup> session de l'Assemblée de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), la ministre des Transports Anne-Marie Trevelyan a exhorté les pays membres à fixer une ambition mondiale pour la décarbonation du secteur [aérien](#) permettant de respecter les engagements de l'accord de Paris.

**Flash** – A partir d'avril 2023, les travailleurs contractuels employés dans le système de transport londonien pourront voyager [gratuitement](#) sur le réseau. Actuellement, seuls les salariés employés directement par *Transport for London (TfL)* bénéficient de cet avantage. Cette mesure, dont le coût est estimé à 10 M£, sera financée par une subvention de la mairie de Londres.

**Flash** – Le rapport annuel du ministère des transports (DfT) sur les accidents de la route montre une baisse de 11 % du nombre de morts et de blessés graves en 2021, par rapport aux niveaux pré-pandémique, mais une augmentation importante pour les usagers de trottinettes électriques.

### Le gouvernement annonce un nouveau financement de 60 M£ pour la décarbonation du transport maritime

A l'occasion de la Journée mondiale de la Mer, la ministre des Transports Anne-Marie Trevelyan a annoncé que le troisième cycle de la *CMDC* (*clean maritime demonstration competition*) sera doté de [60 M£](#) entre avril 2023 et avril 2025. A titre de comparaison, les 121 projets sélectionnés en 2022, lors du deuxième cycle du programme *CMDC*, se répartiront 12 M£. Ce fonds vise à favoriser la décarbonation du secteur maritime d'ici 2050 via le financement de technologies et projets innovants. Trois projets de corridors maritimes verts (trajets « zéro émissions » entre deux ports) font ainsi partie des projets sélectionnés en 2022. Le R-U s'appuie également sur le *UK Shipping Office for Reducing Emissions (UK SHORE)* créé en mars 2022 pour « soutenir la navigation zéro émissions et les emplois maritimes qualifiés ». *UK SHORE* gère notamment les programmes de recherche et développement dans le secteur maritime, ce qui inclut le *CMDC*.

### *Eurostar* est contraint de réduire ses services et d'augmenter le prix de ses billets afin de stabiliser sa situation financière

Interrogé par le député conservateur Huw Merriman, président de la Commission parlementaire des transports, sur la suspension des services vers les gares d'Ashford et d'Ebbsfleet (Kent), le directeur général d'[Eurostar](#) Jacques Damas a souligné les difficultés empêchant une pleine reprise de



l'activité du groupe. La compagnie ferroviaire doit rembourser une dette commerciale de 500 M£, contractée afin de faire face à la chute des recettes passagers pendant la pandémie, ce qui l'oblige à se concentrer sur ses trajets les plus profitables et à augmenter ses tarifs. *Eurostar* estime également que les pressions inflationnistes représentent un surcoût de près de 100 M£. Cette hausse s'explique notamment par les coûts de circulation sur le réseau ferroviaire britannique *HS1 (High Speed 1)* reliant Londres au tunnel sous la Manche. Selon Jacques Damas, le prix au kilomètre y est trois ou quatre fois plus élevé que sur les rails français et augmente presque trois fois plus vite. *Eurostar* subit également l'impact des contrôles aux frontières liés au Brexit, qui auraient contraint à réduire d'un tiers la capacité d'accueil à la gare de Saint Pancras, permettant ainsi d'éviter les files d'attente observées dans les ports britanniques. Le directeur du port de [Douvres](#) a d'ailleurs averti que l'entrée en vigueur en mai 2023 du système européen *EES (Entry Exit System)* rallongerait les temps de contrôles aux frontières.

## EasyJet publie sa stratégie de neutralité carbone à horizon 2050

*EasyJet* a annoncé que cette stratégie remplacerait la compensation de ses émissions de carbone qui prendra fin en décembre. Fin 2019, la compagnie aérienne avait signé un contrat de trois ans visant à compenser l'intégralité de ses émissions de [C02](#), une première mondiale. Cette mesure, dont *EasyJet* estimait le coût annuel à 25 M£, avait été qualifiée de « *greenwashing* » par les associations environnementales notamment car elle ne comprenait pas une réduction des vols commerciaux. L'entreprise a publié sa [stratégie](#) de décarbonation à horizon 2050 qui prendra la suite de ce mécanisme. *EasyJet* espère réduire de 78 % ses émissions de C02 d'ici 2050 via le recours aux carburants synthétiques, une meilleure efficacité énergétique de ses avions (via le renouvellement partiel sa flotte et la modernisation du reste de ses appareils) et l'utilisation d'avions à hydrogène. Les émissions restantes seront annulées via des technologies de capture du carbone. Par ailleurs, à l'occasion d'un événement de lancement organisé à l'aéroport de Luton, siège social d'*EasyJet*, *Rolls-Royce* a présenté un moteur à réaction fonctionnant à l'hydrogène. Le constructeur, qui a signé en août un partenariat avec *EasyJet* afin de mener des essais de moteurs à hydrogène, a déclaré progresser rapidement vers des essais au sol pour ce type de moteur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)